

*Numérique et émancipation :
de la politique du code au renouvellement des élites*

Nicolas Auray et Samira Ouardi

Foyer d'émergence d'une grande diversité de sites militants, le numérique apparaissait au tournant néo-libéral des années 1980, le lieu d'une opposition crédible, sous une forme plutôt inédite qui alliait coopération et partage, défense des « communs » et prédilection pour les valeurs libérales d'accomplissement de soi et de mérite individuel. La situation était alors claire, native et presque naïve: pour une part des acteurs actifs sur le web, le numérique et les valeurs qu'il charriait avait un potentiel émancipateur . Pour « des orphelins de la politique »¹, le réseau semblait un asile d'expérimentations, alors que les horizons d'accès dans les institutions et les partis politiques leur semblaient bouchés

Parmi eux se trouvaient à la fois des militants des logiciels libres (libristes), des hacktivistes (hackers militants), des défenseurs des *Creative Commons*, des pionniers du Web participatif ; une véritable « génération » qui structure, dans les années 1990, le « hackerisme » et dont nombre des membres sont nés entre 1968 et 1975 : ainsi, Linus Torvalds, l'auteur de Linux est-il né en 1969, Julian Assange le fondateur de Wikileaks en 1971 ; Ian Murdoch le fondateur du projet Debian en 1973, Bram Cohen le créateur du protocole d'échange décentralisé de fichiers BitTorrent en 1975, l'allemand Kim Schmitz le fondateur du site hongkongais de vidéos pirates MegaUpload en 1974, le fondateur du parti pirate suédois, Rickard Falkvinge en 1972 et Xavier Niel le fondateur de Free, et héros du roman de A.Bellanger sur les hackers, est-il né en 1968...²

Tous se retrouvaient à cette époque soudés, comme nous le montrerons, autour de deux valeurs centrales : *l'encapacitation* et la *mutualisation*. En Europe en particulier, à la différence des Etats-Unis où les militants du Free Software étaient peu nombreux face aux lobbies de l'Open Source, le numérique s'est nourri dès les années 1990 d'alliances avec une gauche radicale antiparlementaire, sans embrayer immédiatement sur la vague montante du « capitalisme cognitif ». **Alors que** l'Amérique fin de Siècle avait structuré autour de son « idéologie californienne » (Barbrook 2001) un numérique « cyber-libertarien », l'Europe écrivait au contraire les pages d'un renouveau de l'anarchisme, le rendant compatible avec la modernité et l'étendant à des collectifs de large échelle³. Bien que partageant la même

¹ **BLONDEAU-COULET, Olivier.** *Les orphelins de la politique et leurs curieuses machines : expérimentations esthétiques, techniques et politiques à l'ère des réseaux.* Thèse de doctorat de sciences politiques

² Mais elle comporte aussi des membres nés plus tôt – Richard Stallman l'inventeur de la Free Software Foundation est né en 1953, Eric Raymond l'auteur du concept d'Open Source est né en 1957, le juriste Lawrence Lessig en 1961, Jimmy Wales le fondateur de la Wikipedia en 1966, et le hacker Kevin Mitnick, héros et martyr du mouvement, est né en 1963.

³ C'est une erreur de Graeber d'opposer encore l'anarchisme à l'innovation technologique, en se plaçant sous l'influence de Clastres et d'une peinture des sociétés d'abondance, c'est-à-dire d'avant l'encastrement dans l'économie.

apologie de la liberté et la même critique des hiérarchie, les libertariens parlent, en effet, positivement des marchés, tandis que les cyber-anarchistes européens entretiennent à l'égard des entreprises une méfiance nourrie de l'idée que ces dernières sont enclines à développer des complots avec les autres formes de pouvoir chaque fois qu'on les laisse faire.⁴

Dans les années 2000, cependant, « numérique » et « émancipation » ne cessent de se fausser compagnie, sous l'effet d'une nouvelle situation sécuritaire « post-démocratique », déclenchée par les attentats du 11 septembre. D'une part, dans la foulée du *Patriot Act* (2001) les Etats mobilisent alors l'informatique au service de fonctions de contrôle, tendant à assimiler une partie de plus en plus grande de la population à des « objets de dangerosité », et les politiques pénales rognent toujours plus les libertés fondamentales en ciblant de présumés innocents –récidivistes, auteurs de troubles à l'ordre public⁵ ; d'autre part, les enjeux militaires reconfigurent dans la même période la souveraineté dans une conception élargie de la police, marquée par la multiplication d'exceptions à l'Etat de droit contre un ennemi de plus en plus considéré comme organisé « en réseau réparti ». Pour mettre en place ces politiques, sont recrutés, voire « retournés », en grand nombre, des spécialistes en sécurité parfois autodidactes, les *hackers*. Deibert et Rohozinsky parlent même à ce sujet d'une « course aux armements dans le cyberspace » caractérisée notamment par l'essor d'agences travaillant dans l'officieux et écornant l'espace démocratique⁶. Par exemple, Obama lance, le 7 octobre 2011, le projet *Insider Threat Program* qui demande à chaque fonctionnaire la plus grande vigilance face à un « risque d'indiscrétion ou de fuite ». Dès lors, certaines agences fédérales invitent leurs employés à surveiller chez leurs collègues des « indicateurs » comme le stress, le divorce ou les problèmes financiers⁷. Pour un Edward Snowden, une Chelsea Manning, dévoilant avec bravoure cette mainmise étatique sur les vies des individus, et ce, au prix de leur liberté et de leur santé mentale, beaucoup sont rentrés dans le rang et ont respecté une loi du silence à laquelle sont de plus en plus tenus les prestataires des sociétés partenaires.

Mais le point le plus décisif des années 2000-2010 est la coïncidence entre cette résurgence d'une souveraineté d'Etat « post-impériale » avec les transformations du capitalisme. On peut parler à ce sujet de l'entrée de dernier dans un *mode* de régulation *pirate*⁸, qui est en fait une

⁴ Un des acteurs de la diffusion du cyberanarchisme est l'australien Julian Assange. Sur cette question voir dans ce numéro l'article de Nathan Jurgenson et PJ Rey

⁵ Sur cette question voir dans ce numéro l'article de Camille Allaria sur le bracelet électronique.

⁶ Deibert et Rohozinsky « The geopolitics of Internet control. Censorship, sovereignty and cyberspace », in *Routledge Handbook of Internet Politics*, London and New York, Routledge, 2009, pp.323-336. Voir aussi : DUNN, KRISHNA-HENSEL et MAUER (dir) 2007, *The Resurgence of State. Trends and Processes in Cyberspace Governance*, Aldershot, Ashgate.

⁷ **L'Affaire Snowden: comment les Etats-Unis espionnent le monde**, d'Antoine Lefébure, éd. La Découverte, 2013

⁸ La métaphore du piratage est depuis longtemps associée au fonctionnement du réseau aussi bien pour décrire certains acteurs spécifiques à cet espace (les hackers) et leurs pratiques de détournement (piratage) que les modes d'appropriation violentes et prédatrices des richesses auxquels s'attaquent, en miroir, une nébuleuse de contre-pouvoirs dont font parties certains groupes de hackers militants.

forme de dérégulation permise par le réseau. Marqué par l'aggravation significative des de la concentration des richesses et des patrimoines⁹ et par le renforcement des phénomènes de reproduction sociale, ce capitalisme nous fait revenir à la société d'héritiers caractéristique du capitalisme balzacien. Cette évolution a été favorisée par les technologies du numérique sous trois dimensions :

- 1) d'abord un renforcement de l'informatique financière¹⁰,
- 2) ensuite une optimisation de l'éviction fiscale,
- 3) enfin par un durcissement de la concentration des richesses dans les industries créatives et culturelles.

Ces transformations ont été mises au service d'appropriations prédatrices : les « quatre chevaliers de l'Apocalypse » - Google, Amazon, Facebook et Apple- ont recentralisé Internet, réservant à une élite de résistants bien informés la déambulation au hasard propre aux flâneurs. Dans leur rapport au territoire, les écosystèmes de l'innovation numérique, comme la « Bay Area » autour de San Francisco, ont expulsé les classes moyennes¹¹. Un tel phénomène social est marqué par l'appropriation privée des commodités de service public, que conteste le mouvement récent contre les Google Bus, ces autobus privés desservant les salariés de la compagnie avec confort et tous les équipements pour leur permettre d'étendre leur journée professionnelle, mais engorgeant le réseau public avec la tolérance de la municipalité.

Si bien que certains peuvent s'abandonner à la tragédie du désespoir. « Notre mai 68 numérique est devenu un grille-pain fasciste » lisait-on, en novembre 2013, dans un article retentissant de *Slate*. Mais pourtant, depuis la crise financière de 2008, qui a fait prendre conscience à de nouveaux activistes de l'importance de ces processus, ne voit-on pas poindre un nouvel horizon d'émancipation ? Un horizon peut-être plus clair qu'avant, d'ailleurs, plus mûr, parce qu'il faut bien dire que dans les folles années « na(t)ïves » du hackerisme, le rapport entre *empowerment* et émancipation était maigre, faute d'une prise en compte par les passionnés du Web participatif des questions sociales et politiques. Qu'en est-il en cette période de renouveau de la critique sociale ? A quelles mort et résurrection du hacker sous de figures nouvelles assiste-t-on ? Quelles reconfigurations du paysage politique et numérique observe-t-on aujourd'hui ? Quel rapport inédit avec la gauche de transformation sociale peut-il être envisagé ?

⁹ PikettyThomas [Le Capital au xxiè siècle](#), collection « Les Livres du nouveau monde », Le Seuil, 2013

¹⁰ Sur cette question voir dans ce numéro l'entretien avec Alexandre Laumonier sur le trading à haute fréquence et le rôle des hackers dans la finance.

¹¹ Alexandra Lange, 2012, *The Dot Com City. Silicon Valley Urbanism*, Strelka Press.

Guidé-e-s par ces questions, nous formulerons et discuterons ici une hypothèse : à une politique du « code », en rupture avec toute politique institutionnelle, ayant marqué la période 1990-2008, s'oppose aujourd'hui, depuis certaines poches du continent numérique, une politique du renouvellement des élites, marquée par une volonté de changement radical des institutions et par le désir de redonner un contenu démocratique à la notion de mérite.

1. Les années 1990 : la confusion entre encapacitation et émancipation

Dans les pays du « capitalisme démocratique », Europe occidentale comme Etats-Unis, les pratiques émancipatrices du numérique se sont cristallisées dans les années 1980 autour d'une double prise de conscience politique. Elle conjugait une promotion de « l'encapacitation »¹² et une alternative à un mouvement de refermeture, d'ordre néolibéral, qui a touché le secteur des télécommunications et plus largement les secteurs à forte intensité en innovation.

Internet est pensé, au sein du champ hacker militant, comme augmentant la capacité d'agir des gens, leur capacité à interagir avec les autres de manière intéressante, de se construire une représentation plus riche et nuancée du monde. Il est va jusqu'à être saisi par certains comme l'opérateur d'une « transformation anthropologique », marquée par l'éclosion d'une expression libre, d'une intelligence collective, de contributions décentralisées encouragées par l'éclosion d'outils logiciels simples, de citoyens taguant les paramètres pour contourner la censure¹³. C'est la richesse des « multitudes » qui pollinisent la société avec les ailes du numérique : de nouvelles figures articulant travail et jeu, créativité, autonomie et passion hédoniste. Un individualisme non possessif tel que décrit par Pekka Himanen¹⁴, substitue l'éthique libertaire du *fun* à l'éthique protestante de la *besogne*. La coopération entre les cerveaux travaillant sur les ordinateurs personnels reliés au réseau des réseaux a besoin de la liberté pour produire l'innovation.

Il serait toutefois erroné de voir dans cette conception, comme le fait Evgueny Morozov, un simple « solutionnisme » technologique à des problèmes politiques, version technicisée de la pensée magique. En effet, la défense de la *puissance d'agir* des citoyens internautes s'est opposée à un *autre* dispositif socio-politique qui, venu d'acteurs industriels, s'est construit à la même période autour du numérique : l'« économie de la connaissance ». Cette dernière cherchait à valoriser par tous les moyens juridiques et techniques les nouveaux « actifs

¹² Il s'agit d'une reformulation française du concept « d'empowerment ». Il en existe plusieurs : capacitation (qui renvoie à la notion de « puissance d'agir » et est utilisé notamment par Yves Citton en alternance avec l'expression « empuissance », « encapacitation » est utilisé par Paul Ricoeur et certains traducteurs d'Amartya Sen. Une analyse de ces différentes transpositions et de leurs enjeux théoriques et politiques reste à faire.

¹³ Sur cette question, voir dans ce numéro l'entretien avec plusieurs militants de la Quadrature du net.

¹⁴ Pekka Himanen, L'éthique Hacker et l'esprit de l'ère de l'information, Exils, 2001

immatériels ». Ainsi, les scripts de protection technique anticopie apparaissent-ils en 1986 dans les premiers jeux vidéo, et ne disparaîtront jamais du paysage numérique. La législation sur la contrefaçon s'établit à la même période, faisant perdre à tous les tolérances d'usage du monde analogique, liées à « l'épuisement » des droits.

En réaction, entre redistribution et défense, à la marge de la gratuité et du don, la mutualisation et le *partage* fondent l'activisme numérique, lequel clame sa « nostalgie » d'une communauté de partage aussi regrettée qu'effacée¹⁵ par la numérisation industrielle. Mutualisation et partage sont défendus contre un autre visage du numérique, celui qu'incarne la multiplication des petites compagnies qui déclenchent dans les années 90 des procès contre des projets coopératifs autour de questions de copyright : les « patent troll »¹⁶, ainsi appelées en référence à ces êtres difformes et agressifs, toujours en embuscade pour détourner les voyageurs égarés et qui disséminent des « champs de mine ». Et en effet, il est difficile dès la fin des années 80 de mettre en place une fonctionnalité informatique sans poser le pied sur un brevet logiciel susceptible de faire exploser le projet. Le savoir est devenu une « marchandise » et une industrie des titres de propriété intellectuelle se met en place via l'exploration systématique de brevets, le prix de vente n'étant plus corrélé aux coûts de production.

Un phénomène vient politiser encore davantage ce clivage : vers 1987, plusieurs Etats Occidentaux organisent des interventions policières spectaculaires, pour sanctuariser, déjà dans un cadre extrajudiciaire, le réseau de télécommunications téléphonique ou les infrastructures de communication, considérées alors comme des « facilités essentielles », c'est-à-dire des supports décisifs à la valorisation des entreprises et à la compétitivité. Ainsi, aux Etats-Unis, l'essor d'une scène *hacker* et sa popularité auprès des jeunes déclenchent une campagne coordonnée d'arrestations en 1988-1990, connue sous le nom de *hacker*

15 En 1980, lorsque l'informaticien du MIT Richard Stallman a un souci de bourrage sur un imprimante, il décide d'améliorer le pilote existant afin de régler le problème ; il est alors surpris de voir que celui-ci est uniquement disponible sous la forme d'un binaire. Il va voir l'auteur du code source, salarié de Xerox et ancien condisciple, et essuie une réponse navrée mais négative. « J'étais tellement en colère [contre le refus par mon ancien collègue, désormais à Xerox, de me livrer le code source du pilote de l'imprimante que j'utilisais] que je ne pouvais pas l'exprimer. J'ai fait demi-tour, et suis sorti sans un mot, se souvient Stallman. J'ai même peut-être claqué la porte, qui sait ? Je ne me rappelle qu'une chose : je voulais sortir de là. En venant, pas un instant je n'avais imaginé que ce chercheur pourrait me refuser son aide, et je ne m'y étais pas préparé. Sa réponse m'a laissé sans voix, déçu et furieux. » (entretien de 1986, reproduit in Stallman 2011)

16 FISCHER, T., HENKEL, Y., 2009, Patent Trolls on Markets for Technology – An Empirical Analysis of Trolls' Patent Acquisitions, papier présenté à la 4e conférence EPIP, Bologne, 24-25 septembre 2009. – Le « patent trolling » est une forme de spéculation sur la propriété intellectuelle et plus particulièrement sur le litige de brevets. Un des patent troll les plus célèbres est la société SCO qui était spécialisé, jusqu'à sa disparition en 2013, dans l'acquisition de brevets informatiques pour ensuite vivre de leur concession. Mais dont l'autre source de revenus était constituée des dommages et intérêts obtenus en justice en cas de violation de licence. Un temps spécialisée dans le développement de distributions Unix, SCO se fait connaître en 2003 lorsqu'il intente une action en justice contre IBM, accusé d'utiliser une partie de code Unix détenue par SCO. L'entreprise réclame pas moins de 3 milliards de dollars de dédommagement. Ce procès devient le premier d'une série sans fin. SCO, mal en point, tente de faire valoir ses droits sur Unix, et donc sur Linux, auprès de nombreux éditeurs.

*crackdown*¹⁷, et opérée au nom de la violation de la propriété intellectuelle, selon une législation qui venait d'être créée.

Une première opération d'ampleur inédite, baptisée du nom de code « Sundevil », est orchestrée en 1988 par les services secrets contre différents groupes de l'underground informatique américain : perquisitions synchronisées, confiscations de matériels pendant plusieurs années, arrestation des leaders de différents groupes... 23000 disques durs sont mis sous séquestre. Lors d'une seconde vague de raids en juillet 1989, Robert Riggs, alias « The Prophet », un jeune « hacker » de 23 ans, est arrêté, ainsi que K. Mitnick, figure célèbre du hackerisme, parce qu'il avait volé des logiciels. Une fouille de son domicile entraîne la découverte d'exemplaires d'un document technique de la compagnie régionale de téléphone, document portant sur son système des numéros téléphoniques d'urgence. Il sera pour cela condamné dans l'année à 21 mois de *prison ferme* (pour fraude aux codes d'accès et transport inter-Etat de documents volés).

Huit mois plus tard, en mars 1990, dans le cadre d'une troisième vague d'interpellations, à Austin, Texas, une société éditrice de logiciels de jeux employant cinquante personnes, *Steve Jackson Games*, fait l'objet d'une perquisition. Les fédéraux arrêtent un cadre de la société, Loyd Blankenship, qui n'était autre que « The Mentor », un pirate qui deviendra un héros (il rédigera son manifeste, en partie commenté plus bas, en prison). Tout le matériel est confisqué, notamment le serveur de la société, qui s'appelle « Illuminati », par référence à une secte rationaliste du XVIII^e Siècle¹⁸.

De même, la carrière criminelle de Mitnick et ses talents de caméléon sont à l'origine de sa popularité voire de son statut de martyr ou de héros dans la mouvance : il fut le bénéficiaire d'une campagne de soutien, d'un film hollywoodien, *Takedown*, de Joe Chapelle (2000). Un documentaire primé, *Freedom Downtime*, réalisé par l'éditeur de la revue new-yorkaise *2600*, raconte une autre version de la cybertraque dont il fut l'objet par le FBI

Auparavant, il y avait seulement les *phreaks*, contraction de « *phone freaks* »: une poignée d'amateurs de brouillage qui détournaient le réseau téléphonique depuis les années 1970¹⁹. Ils avaient accès à l'espace public par le truchement du *Technological Army Party* de Abbie Hoffman, mais aussi via des coups d'éclats relatés sur des serveurs privés, les *Bulletin Board Systems*, disséminés sur tout le territoire (un des plus célèbres étant celui d'Atlanta). Le

¹⁷ ***The Hacker Crackdown: Law and Disorder on the Electronic Frontier***, Sterling, Bruce, 2008

¹⁸ Les *illuminati* est le nom d'une société secrète allemande du 18^eme qui se réclamait de la philosophie des Lumières. Ce groupe de libres penseurs rationalistes et progressistes a été fondée le 1er mai 1776 par Adam Weishaupt, professeur de droit. Son idée était de créer un Ordre où le savoir serait partagé pour le perfectionnement et progrès de l'humanité dans la liberté, l'égalité et la fraternité.

¹⁹ Les phreaks étaient concentrés dans les années 1970 et 1980 à la mise au point des techniques permettant d'utiliser des lignes téléphoniques gratuitement sans se faire repérer. L'une des tactiques les plus populaires était la « blue box », une boîte connectée au réseau et produisant un son de la même fréquence que celle utilisée par le réseau.

ratissage policier, loin de faire taire cette mouvance, en a paradoxalement décuplé le succès en la popularisant auprès de nombreux jeunes, de sorte que la traque joua le rôle d'un germe de contagion, selon un processus couplant la facilité de la duplication virale et la possibilité de furtivité (centrale dans la dynamique des technologies de l'information) et donna paradoxalement l'élan à la structuration d'une organisation, le « Phoenix », du nom de cet oiseau occulte qui renaît de ses cendres après une mort ardente. Cette dernière, pour porter l'attaque contre les structures de contrôle, préconisait désormais une méthode de lutte basée sur l'invisibilité et le parasitage. « La défense, c'est l'invisibilité, qui est un art martial, et l'invulnérabilité, qui est un art occulte parmi les arts martiaux », souligne alors Hakim Bey, un des protagonistes de ce contexte. Le mot d'ordre de « Phoenix » était de rendre librement accessible le savoir technologique : « Les entreprises de télécommunications ne devront plus contenir le droit à la connaissance, la liberté d'explorer ou les possibilités de s'instruire », mentionnait leur appel fondateur.

2. L'ancrage anarchiste européen

L'impact dans la société civile des mouvements *hackers* fut particulièrement fort dans les pays où ils ont reçu le renfort d'anciens membres plus ou moins « repentis » d'organisations étudiantes qui s'étaient adonnés dans les années 1970 à la critique radicale de l'Etat et du capitalisme, en essayant des stratégies révolutionnaires d'alliance entre les classes sociales.

C'est sans conteste en Allemagne que se sont structurées avec le plus de force en Europe à la fois une organisation collective entre les *hackers* et une certaine traduction publique de leurs intérêts.

Le *Chaos Computer Club*, organe militant de base, y a été créé le 1^{er} septembre 1981 dans les locaux du journal berlinois *Tageszeitung*. Un trimestriel connaît une parution régulière à partir de 1984, le *Datenschleuder*, imprimé à Berlin. Des conventions régulières sont organisées, dont la plus grande est à Hambourg. Cette organisation et cette résistance aux pressions étatiques sont rendues possibles par la conjonction équilibrée, au sein du CCC, entre trois groupes. D'une part, des férus d'informatique, explorateurs et collectionneurs de failles de sécurité dans les différents réseaux de télécommunications utilisés par l'Etat (notamment le réseau vidéotexte de la Poste) et les entreprises pour leur gestion de fichiers clients ou les transactions commerciales. D'autre part, des descendants de la tradition de la vidéo militante et expérimentale, inspirés par les textes de la théorie critique des médias, notamment, dans ce contexte culturel allemand, le théoricien anarchiste Enzensberger²⁰. Enfin et surtout, l'aide logistique, politique et stratégique d'anciens membres des organisations étudiantes qui pratiquaient depuis les années 1960 l'opposition extraparlamentaire. Dans les années 1970, ces mouvements s'étaient en partie radicalisés, sous l'effet de ce qui a été décrit comme une mise à l'épreuve de l'Etat durant la décennie rouge. Une fraction, notamment certains conseils juridiques et avocats des fractions ayant fait le choix de la violence directe, ont alors infléchi

²⁰ Cf. aussi *Les médiactivistes*, par Dominique Cardon et Fabien Granjon, Coll. Contester, Presses de Sciences-Po, 2010

les choix et les méthodes d'action élaborées précédemment vers la guérilla « électronique ». Le parti allemand des *Verts*, fondé en 1980 à Stuttgart, et bon nombre de leurs premiers militants soutiennent le Chaos Computer Club à son démarrage. *Hackers* et militants écologiques partageaient une bonne partie de leur infrastructure : l'imprimerie, la librairie *Schwarzmarkt*..

Comme en Allemagne, partout en Europe, l'impact dans la société civile des mouvements *hackers* est proportionnel à l'importance des mouvements autonomes issus de la transfiguration des idéaux de la critique radicale de la fin des années 1960. Il s'agit ainsi d'une structure clandestine, mais dont l'extension dépend beaucoup de l'existence d'une communauté d'*autonomes* faisant vivre sous des formes participatives des projets de médias révolutionnaires à petite échelle. Le cas de l'Italie, où le mouvement hacker est fort, est révélateur.

En Italie, dans le contexte des années de plomb, le déclin des mouvements des années 1970 a coïncidé avec l'essor de groupes protestataires violents et armés au sein de l'extrême gauche. Dans le cadre d'arrestations massives, liées à l'entretien d'une « stratégie de la tension »²¹, de nombreux militants s'exilèrent ou passèrent à une autre expérience : l'occupation d'espaces assez bourgeois au centre de nombreuses villes italiennes, pour créer des *centres sociaux* en y développant des pratiques d'autogestion, de production alternative et de médias participatifs (Ruggiero, 1993). Le mouvement était principalement composé de jeunes, chômeurs ou sous-employés. C'est depuis certains de ces *centri sociali*, celui de Milan et celui de Padoue par exemple, que sont nés, autour d'émissions de radios libres et pirates puis de médias alternatifs sur Internet, des synthèses créatives entre l'opéraïsme et des expériences anarchistes qui lieront culturellement hackers et militants autour de plateformes d'open-publishing.

On observe les mêmes liens en Grande Bretagne à la fin des années 90 entre répression de mouvements protestataires, remotivation de la pensée anarchiste (avec notamment un succès grandissant de la pensée et des pratiques DIY²²), mouvements de médias libres/ participatifs, et renouveau du mouvement écologiste (avec l'apparition des premiers camps climats). Là aussi, c'est au cœur des « social centers » autogestionnaires qu'au milieu et la fin des années 90, se rencontrent une diversité de militants qui vont échanger et s'acculturer les uns à l'univers du hacking, les autres à diverses formes de pensées politiques issues de l'anarchisme.

Ces dynamiques se cristallisent d'une manière tout particulièrement visible à partir de 1995 quand, se créent, à la faveur de l'organisation des contre-sommets altermondialistes, les premiers « média-lab » qui connaîtront une période de grande activité durant une dizaine d'années, mais aussi le réseau libertaire Indymedia dont le mot d'ordre « don't hate the media, be the media » résonne fortement avec la conviction du hackerisme libertaire selon laquelle le

²¹ Sommier, I., 2003, « Les années de plomb : un passé qui ne passe pas », *Mouvements*, n°27/28, pp.196-202.

²² Do it Yourself.

net est le lieu d'une potentielle émancipation des individus dans un esprit d'horizontalité et d'égalité.

3. De l'encapacitation à l'émancipation

Internet est pour ces mouvements un moyen de pratiquer sur une large échelle l'auto-organisation sans intérioriser de normes venues de l'extérieur. Prendre son destin en mains (self help): cela rappelle l'origine radicale de la notion d'*empowerment* telle que pratiquée par des travailleurs sociaux radicaux américains dès les années 1920²³. La notion visait déjà à récuser le « colonialisme social », la bienfaisance et la sollicitude par en haut. Mais une chose est d'affirmer la puissance d'agir autour de la créativité horizontale, une autre est de s'arracher à l'aliénation selon un processus de critique sociale. De quelle nature est l'écart entre les normes d'auto-organisation nées sur le réseau Internet et l'émancipation ? L'émancipation suppose une focalisation sur les déterminations sociales - de genre, de classe, d'âge- dans lesquelles se trouve plongée l'expérience : c'est un arrachement à l'aliénation, à tous les fétichismes, dont fait partie la fascination pour la technique. Et si les technologies numériques, au lieu de servir un horizon d'émancipation, nous aidaient à reproduire un ordre de domination en le rendant confortable? A quelles conditions dès lors ces technologies sont-elles émancipatrices?

L'émancipation déploie deux processus complémentaires. D'une part, une *conscientisation* par laquelle les situations sociales sont saisies autrement que comme un état « naturel » des choses. Ce qui définit en effet les « dominés », c'est qu'ils ne se reconnaissent de capacités que celles que l'ordre de la domination veut bien leur reconnaître, en inscrivant le plus souvent ces dernières dans une nature. D'autre part, une tentative de « travailler » la situation dans le sens d'un travail du négatif, opération qui s'articule à celle de la dénaturalisation. Il s'agit alors de renverser l'organisation sociale autour d'une « re-description » politique, , description nouvelle à partir de laquelle des capacités d'intervention deviennent possibles. Politiser l'oppression, ne pas se contenter de l'ordre social, développer face à elle une attitude critique, une remise en cause : décrire la réalité comme *inacceptable*²⁴.

a) « Politiques du code » :

Les usages du numérique où se manifestent à la fois un travail de réduction de la réalité à un code informatique qui en conditionne l'architecture, et une croyance dans la performativité du « code » ont nourri la volonté de faire entrer le numérique en politique. Cette volonté allait de pair avec l'idée que, lorsqu'il y a déni de démocratie, le mode d'action efficace consiste non à parler, non à lutter, non à structurer des rapports de force, mais à *contourner* le problème. Etait centrale l'injonction de Lessig : « code is law ». Les intermittences de la démocratie

²³ Saul Alinsky, *Reveille for Radicals*, 2e édition 1969, Vintage Books paperback

²⁴ Boltanski, Luc *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, « NRF essais », 2009

étaient assimilées aux *bugs* informatiques, en somme à des difficultés techniques qu'on pouvait, avec un peu d'imagination, contourner. *Hacker* le droit, *hacker* la ville, *hacker* la démocratie... Ces politiques du code se sont révélées diverses, parfois en tension les unes avec les autres, et ce malgré des contours souvent communs (notamment la prédilection d'actions hors institutions et partis traditionnels, le choix de l'action directe, etc.). En effet, selon les interprétations que ces groupes pouvaient avoir du « code », plusieurs formes d'engagement numérique étaient envisageables.

Une première opposition distinguait ceux, parmi les activistes, qui avaient une vision *essentialiste* du code, et ceux qui développaient une position *constructiviste*. Les premiers étaient « platoniciens » : ces *hackers* se considéraient comme des parias, comme les porte-parole et les serviteurs du Code, l'exprimant et s'effaçant derrière son ombre. « Aucune violence ne trouvera jamais la solution à un problème mathématique » écrit souvent Julian Assange, emblématique de ce pôle pour signifier que la répression étatique ne pourra à terme rien contre la puissance du code et de la circulation informationnelle. S'opposent à ce courant, les constructivistes, qui relativisent le *code* en le ramenant aux processus sociaux dont il n'est, à leurs yeux, qu'un effet. Les militants de l'*Open data*, par exemple, travaillent à questionner le statut de « données » des données, cherchant plutôt à montrer comment ces fameuses données ont été « obtenues » voire « arrachées ». Holovaty, fondateur en 2007 du site *EveryBlock*, croise des bases de données publiques, et constate que les données élaborées par les départements de police notamment reposent sur un ensemble de négociations qui les rendent difficilement comparables avec les données relatives à l'attribution des permis de ventes d'alcool (données « élaborées » par le département des affaires économiques de la ville).

Une seconde opposition contribuait à éloigner l'une de l'autre, attitude experte (visant à limiter le droit à la parole sur les questions numériques aux experts) et attitude démocratique radicale (postulant une égalité des intelligences). L'attitude experte répondait au souci de traiter les questions concernant Internet en dehors des milieux qui ne le connaissaient pas (trop souvent accusés d'être influencés par une sorte de panique morale). La seconde attitude, association de croyance en la démocratie et en l'intelligence collective, proposait la multiplication d'assemblées délibératives dans lesquelles étaient tirés au sort les participants, et où étaient présents des non usagers. Ces deux oppositions, une fois que l'on en combine les variables, permettent d'identifier quatre pôles aux frontières relativement poreuses : on trouvait des experts constructivistes de même que des démocrates radicaux essentialistes du code, quand bien même experts essentialistes et démocrates constructivistes étaient des catégories mieux représentées. Jusqu'aux années 2005-2008, toutefois, il faut reconnaître que les activistes du numérique (quels qu'ils soient) entretenaient avec la sphère de la transformation sociale des liens globalement pauvres.

b) L'émancipation par le renouvellement des élites

Les mouvements promoteurs d'une émancipation depuis le numérique ont commencé à poser les questions politiques et sociales lorsqu'ils ont pris massivement conscience d'une dérive

oligarchique et technocratiques des institutions chargés de légiférer sur les usages informatiques, notamment à l'occasion de la directive EUCD de 2001 sur les brevets logiciels. Quelques années plus tard, malgré la forte mobilisation, la transposition de la directive dans les droits nationaux (loi DADVSI pour la France d'août 2006) indique les limites de campagnes de mobilisation telle celle menée par EUCD.INFO contre les brevets logiciels : les quelques victoires de ce combat, vécu comme un grand moment de résistance, notamment par le fait qu'il a rallié à lui la plupart des partis politiques européens, n'ont pu empêcher les coups de butoir finaux de la Commission. La bureaucratie de l'Office européen des brevets avait balayé les formes de résistances. Les combats pour l'émancipation du numérique prennent alors une tournure plus « politique » et plus « sociale ». Il s'agit de remettre en cause la manière dont les institutions organisent la reproduction des élites.

Recourir au tirage au sort pour remédier aux processus de reproduction des élites politiques, tout d'abord. Sous l'étiquette de démocratie électorale, de nombreuses propositions visent à utiliser le numérique pour réhabiliter le « tirage au sort » afin de transformer radicalement le fonctionnement de la démocratie représentative. Sous l'effet de ces initiatives, le tirage au sort semble ainsi revenir dans différentes expériences politiques après la crise de 2008, après avoir été éclipsé pendant des siècles. L'expérience islandaise a de ce point de vue un rôle inaugural. En 2009 puis en 2010, une Assemblée citoyenne constituante est formée avec 1000 personnes tirées au sort (ainsi que des personnalités qualifiées). Un Conseil constituant est élu : les parlementaires ne pouvaient se porter candidats, et la campagne électorale a été réduite au minimum. Elle ne fut que la plus connue de toute une constellation, couplant tirage au sort, rotation rapide des charges et insistance sur le sondage délibératif²⁵.

Voulant lutter contre la mainmise des experts sur les décisions politiques, les formations citoyennes nées dans le numérique avaient essaimé cette expérience sur des groupes de large échelle. Elles couplent « tirage au sort », « sondage délibératif » qui consiste à plonger les groupes dans des débats contradictoires de qualité, et formes de délégation « liquides ». La « démocratie liquide » désigne un essai, d'abord allemand, d'usage à petite échelle d'un logiciel permettant une participation unanime à la décision (*Liquid Feedback*²⁶). Ils étendent la participation de tous les votants aux choix et contribuent à asseoir la délégation, en remettant le mandat impératif au goût du jour. Des plateformes en ligne permettent à des milliers d'inscrits de voter pour ou contre des propositions ; mais l'élément particulier est que chacun peut déléguer son vote à une autre personne non pas de manière globale, mais sur un seul sujet, où il a repéré que c'est un expert (appelé « trustee »). Cette délégation peut être retournée à tout moment. L'expert sur lequel a été délégué le vote peut lui-même déléguer à une autre personne, ce qui constitue des chaînes pyramidales d'expertise ou de syndication. La transitivité de la délégation permet de reconstituer des formes de concentration indirecte.

²⁵ Pour une analyse détaillée de ces expériences de tirage au sort dont la plus sophistiquée fut celle mise en place en Irlande en 2013 pour réformer sa Constitution, cf. van Reybrouck, D., 2012, *Contre les élections*, Actes Sud.

²⁶ Le logiciel *LiquidFeedback* est créé en 2009 sous licence libre BSD par un groupe de développeurs de Berlin et se réfère dans ses statements à Alexander Hamilton l'un des auteurs de la Constitution américaine ; à son initiative, il y avait des partis politiques (notamment le parti pirate) qui souhaitaient éviter la hiérarchie représentative classique.

Modifier l'école et les institutions de savoir en introduisant le mérite

Les défenseurs de la culture numérique dénoncent depuis longtemps la reproduction sociale renforcée par le mythe de la méritocratie scolaire. Ils remettent en cause le fait que l'école puisse sélectionner les élèves les plus curieux et les plus créatifs. En France, des écoles ouvertes depuis 2001 aux passionnés d'informatique autodidactes (comme l'école Hétic, membre du réseau *Web School Factory*, et la plus cotée des écoles des métiers de l'Internet) exploitent ce filon et réforment leurs critères de sélection pour pouvoir former des élèves passionnés par le numérique et socialisés à l'informatique en-dehors de l'école. Elles axent leur pédagogie sur des projets réels, en partenariat avec des entreprises existantes.

Depuis 2008, cette critique va plus loin. Certains *hackers* proposent des initiatives pour radicaliser l'objectif de justice sociale. L'école 42²⁷ de Xavier Niel s'adresse ainsi, selon lui, « surtout aux exclus du système scolaire, ceux qui en sortent sans diplôme et ceux qui vivent dans des zones défavorisées. Elle n'est pas agréée par l'Etat. Elle part du principe que le système méritocratique français se délite (...) Aujourd'hui, le système français ne marche pas. Il est coincé entre d'une part l'Université, qui propose une formation pas toujours adaptée aux besoins des entreprises mais qui est gratuite et accessible au plus grand nombre, des écoles publiques très sélectives qui n'admettent que ceux ayant suivi une formation scientifique ou technologique (parfois avec mention au bac) et d'autre part les écoles privées, chères, dont la formation est assez qualitative mais laisse sur le côté de la route le plus grand nombre de talents, voire de génies, que nous pourrions trouver en France. » (Niel, édito de l'Ecole 42, 2013).

Modifier la répartition de richesses et dénoncer les épreuves: hacker le 1%...

Enfin, les militants du numérique soulignent le caractère *inégal* de la répartition de la rente en fonction des talents. Il ont contribué à mettre en évidence, en promouvant à l'inverse un Internet de la « longue traîne », qu'il y a un contrôle accru exercé par une poignée d'oligopoles sur la formation des goûts, via leur maîtrise des canaux de distribution et de prescription ; que la concentration s'est nettement accentuée depuis les années 1990, où la fréquentation moyenne des 5 plus grandes entrées annuelles du cinéma américain a augmenté de près de 50%²⁸.

Ils ont toutefois continué à croire à l'intérêt des rites méritocratiques, pratiquant la célébration de l'exploit et la reconnaissance des jugements croisés. Le point décisif est toutefois la manière dont ces rites méritocratiques sont articulés avec un discours sur le partage. Ainsi, dans le monde du Libre, quelques voix se sont déjà élevées pour exhorter les développeurs à ne pas se contenter « de *fun* et de pizzas ». Elles privilégient le modèle « distributif » du partage et socialisation par les « biens communs » au modèle « attributif » de la rétribution individuelle. Elles militent pour un socle de « gratuité » et une socialisation des créations et refusent de faire dépendre l'essentiel de la richesse du mérite individuel. Si elles restent

²⁷ Le nom de cette école est une référence codée au roman de science-fiction de Douglas Adams qui est une référence culturelle majeure pour les hackers.

²⁸ Chantepie, *Révolution numérique et Industries culturelles*, 2006, La Découverte, p.48.

obsédés par la question *interne* de faire des « méritocraties qui se tiennent », c'est en ce qui concerne le prestige et le pouvoir dans leurs hiérarchies internes. Ils ont d'ailleurs une phrase humoristique, « il n'y a pas de cabale », pour contrôler leur anxiété contre les pouvoirs abusifs susceptibles d'être exercés par ceux qui administrent les serveurs, les « FTP Masters ». Pour le reste, ils revendiquent une mutualisation de la répartition avec compensation des asymétries. Il n'est pas indifférent qu'ils revendiquent en large part le « revenu de base inconditionnel », qui est par exemple dans la plateforme des principaux partis pirates (en Allemagne depuis 2011, en France depuis 2012). Cette réflexion sur la « critique de la méritocratie » est une manière d'intervenir, dans un débat important pour la sociologie, sur les *transformations du salariat*.

De la « politique du code » au renouvellement des élites se donne ainsi à lire, depuis les zones du numérique, une transformation en cours de la critique du capitalisme, où devient de plus en plus fort le thème de la justice sociale²⁹. Mais on peut y voir aussi les germes de constitution de collectifs politiques plus larges, articulant une diversité de luttes et de valeurs.

²⁹ Cf. par exemple Bulle, S., « J14-15M ». L'invention de la démocratie contestataire », *Revue française de sciences politiques*.